

Plan de filière de l'APIG : Licenciements massifs dans la presse !

La délégation fédérale s'est rendue ce matin à la première réunion proposée par l'Alliance, qui souhaitait nous présenter son projet « Plan de filière ». Se présentant comme un projet de modernisation de la presse en régions, financé entièrement par l'État, il ne s'agit en fait que d'un gigantesque plan de licenciements qui prévoit de faire disparaître 59 % des travailleuses et des travailleurs des imprimeries de la PQR-PQD-PHR.

Sur les 30 imprimeries inscrites dans ce projet, 20 seulement survivraient à ce tsunami industriel, avec 50 % du parc machine qui se verrait supprimer. Lesquelles fermeront ? L'Alliance refuse de répondre... C'est un véritable chèque en blanc à l'intention des éditeurs que la délégation patronale demande à la CGT !

Comment notre organisation syndicale pourrait-elle alors s'inscrire dans un tel projet ? Pourquoi servirait-elle la soupe aux éditeurs qui ne cachent même plus leur intention de se débarrasser des ouvriers du Livre ?

Rien sur les projets éditoriaux. Pas un mot sur les stratégies à mettre en œuvre pour gagner de nouveaux lecteurs. Et quid des dizaines d'éditions qui ont été supprimées à l'occasion de la Covid-19 ?

La partie patronale ne s'intéresse apparemment qu'au plan de licenciements qu'elle a concoctée dans son officine. Comme elle nous l'a elle-même avoué : « *Ce plan doit être un outil au service des entreprises.* » Un plan qui permettrait de vider les ateliers que nos patrons voudront fermer, et quand ils le voudront. 55 ans ici, 58 là, en fonction des ajustements nécessaires à leurs ambitions. Et si les « vieux » ne veulent pas partir ? Aucun problème, on vire les jeunes !

La délégation CGT est intervenue pour dénoncer ce projet et les conditions de départs proposées. Elle va reprendre, début septembre, son tour de France des entreprises, afin de débattre avec les salarié-e-s et de préparer les mobilisations nécessaires à l'obtention d'un véritable plan de filière, adossé à un plan d'urgence pour toute la presse.

L'heure est à la mobilisation et non à la résignation. Ils veulent dynamiser la presse et l'information des citoyens quand nous voulons leur donner des perspectives et les dynamiser.

Des journées sans journaux sont à prévoir dès la rentrée et seront débattues à l'occasion du Filpac Tour, débutant tout début septembre.

Montreuil, le 21 juillet 2020